

RTL Info – 19 mai

Le Maroc emploie encore la torture pour arracher des "aveux", dénonce Amnesty

Agence Belga , publié le 19 mai 2015 à 11h13

(Belga) Un nouveau rapport d'Amnesty International, publié mardi, dénonce les méthodes de torture employées par les forces marocaines de sécurité. Selon l'ONG, les coups, le maintien dans des positions douloureuses, l'asphyxie, les simulacres de noyade, ainsi que les violences psychologiques ou sexuelles font partie de l'arsenal de torture utilisé au Maroc afin d'extorquer des "aveux", de réduire des militants au silence et d'étouffer la dissidence.

Ce rapport, intitulé "L'Ombre de l'impunité. La torture au Maroc et au Sahara occidental", révèle une réalité plus sombre que celle présentée par les dirigeants marocains lorsqu'ils ont réagi aux soulèvements populaires de 2011 dans la région, en promettant d'adopter une nouvelle constitution prohibant la torture, dénonce Amnesty. Le document se fonde sur 173 cas de torture et autres mauvais traitements infligés par des policiers et des membres des forces de sécurité entre 2010 et 2014. Parmi les victimes, figurent des étudiants, des militants politiques de tendance de gauche ou islamiste, des partisans de l'auto-détermination du Sahara occidental ainsi que des personnes soupçonnées de terrorisme ou d'infractions de droit commun. Selon Amnesty, le Maroc emploie des techniques de torture brutales telles que le maintien dans des positions douloureuses, notamment celle dite du "poulet rôti", où la victime est suspendue à une barre métallique par les poignets et les genoux et ce dans le but d'arracher des "aveux" ou d'étouffer des voix dissidentes. "Le gouvernement marocain affirme que la torture appartient au passé, mais refuse de mener des enquêtes adéquates sur les allégations de torture", dénonce encore l'ONG. "Les responsables marocains renvoient l'image d'un pays ouvert, respectueux des droits humains. Mais tant que la menace de la torture planera sur les détenus et les voix dissidentes, cette image ne sera qu'un mirage", conclut Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International. (Belga)